

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Objet de la consultation :

Acquisition d'une rampe frontale d'irrigation

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

Marché à procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 du Code de la Commande Publique

Désignation du pouvoir adjudicateur :

**Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Occitanie - Montpellier
2 place Pierre Viala – 34060 Montpellier CEDEX 2**

Code NACRES : QB.32 : EQUIPEMENTS D'IRRIGATION DES CULTURES

Code CPV :

Sommaire

1	OBJET DU MARCHE	3
2	PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	3
2.1	Procédure	3
2.2	Forme du marché	3
3	DELAIS D'EXECUTION.....	3
3.1	Durée du marché	3
3.2	Prolongation des délais d'exécution.....	3
4	MARCHES SIMILAIRES.....	3
5	LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTES	4
5.1	lots	4
5.2	Tranches	4
5.3	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	4
5.4	Variantes.....	4
6	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
6.1	Pièces contractuelles à la notification du marché.....	4
6.2	Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché.....	4
6.3	Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles	5
7	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
7.1	Conditions générales	5
7.2	Confidentialité	5
8	SOUS TRAITANCE.....	5
9	VERIFICATION ET ADMISSION	6
10	REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	6
11	AVANCE	7
12	PRIX DES PRESTATIONS	7
12.1	Caractéristiques des prix	7
12.2	Variations dans les prix.....	8
13	MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS	8
13.1	Modalités de facturation	8
13.2	Délai global de paiement et intérêts moratoires.....	8
13.3	Paie ment des co-traitants	9
13.4	Paie ment des sous-traitants	9
14	PENALITES.....	9
15	RESILIATION DU MARCHE.....	9
16	ASSURANCES	10
17	PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL.....	10
18	MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE	10
19	DISPOSITIONS DIVERSES.....	11
19.1	Langue	11
19.2	Droit applicable.....	11
19.3	Différents et litiges	11
20	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES.....	11

1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'une rampe frontale automotrice pour l'irrigation de précision d'une parcelle d'expérimentation. Pour l'unité Expérimentale DIASCOPE du Centre INRAE Occitanie Montpellier.

Le titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le cahier des clauses techniques et administratives particulières du présent marché.

La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

2 PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1 Procédure

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la commande publique (CCP). Il est passé selon une procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la Commande Publique.

2.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un marché public ordinaire mono-attributaire à prix ferme. Conformément à l'article R 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu : Sans minimum et avec un montant maximum fixé à 105 000,00€ HT.

3 DELAIS D'EXECUTION

3.1 Durée du marché

La durée d'exécution du présent marché est de six (6) mois à compter de sa date de notification. Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Cette durée comprend : les délais de livraison, de mise en service, de formation, les opérations de vérification jusqu'à l'admission prévue à l'article 9 ci-après.

3.2 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par INRAE dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG FCS. Ainsi, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait d'INRAE ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, INRAE prolonge le délai d'exécution dans les conditions fixées à l'article 13.3 du CCAG FCS. Si une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 venait à se reproduire pendant le délai de réalisation du présent marché, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé.

Cet article constitue une clause de réexamen. Ce réexamen se fera sous la forme d'un certificat administratif. Il sera transmis pour information au titulaire.

4 MARCHES SIMILAIRES

Le présent marché est susceptible d'être complété, dans le cadre de son exécution, par un ou plusieurs marchés négociés sans mise en concurrence tels que prévus par l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations seront exécutées dans les mêmes conditions que celles du marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

5 LOTS / TRANCHES / PSE / VARIANTES

5.1 lots

Le présent marché n'est pas alloté au sens de l'article L 2113-10 du code de la commande publique car son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes. En effet, il s'agit d'un seul équipement.

5.2 Tranches

Sans objet

5.3 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les PSE ne sont pas obligatoires.

PSE 1 : Possibilité d'intégrer dans le logiciel de pilotage de la rampe la programmation des secteurs et enregistrement des positions de celle-ci par GPS centimétrique.

PSE 2 : Possibilité de surveillance vidéo à distance (caméras installées sur la rampe).

Les candidats devront chiffrer les PSE séparément.

5.4 Variantes

Variantes à l'initiative des candidats :

En application des dispositions de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Variantes à l'initiative de l'acheteur :

Afin de minimiser le tassement du sol et les effets de patinage, une proposition de montage sur chenilles au lieu du montage sur roues traditionnelles pourra être proposée.

6 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

6.1 Pièces contractuelles à la notification du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ainsi que les réponses aux questions dans le cadre de la consultation et les pièces supplémentaires de nature technique présentées par le titulaire ;
- L'offre financière du titulaire détaillée et chiffrée poste par poste ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le formulaire DC4 renseigné et signé, le cas échéant.

Les pièces générales (CCAG FCS) ne sont pas jointes au présent accord-cadre mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître et les accepter. Ce dernier ne peut donc en invoquer son ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues. Au titre de son devoir de conseil, le prestataire doit informer INRAE de toute modification ou évolution de normes ou réglementations relatives aux prestations définies dans le marché pendant toute sa durée.

6.2 Pièces contractuelles postérieures à la notification du marché

Le marché pourra être éventuellement modifié par avenant, signé des deux parties. Un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie générale du marché ou des prestations ni en changer l'objet.

6.3 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le marché constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

7 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché telles qu'elles sont décrites au CCTP.

7.1 Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché. Il s'engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Il est astreint, pour l'ensemble des prestations à une obligation de résultat. Il s'engage à déployer tous les moyens complémentaires nécessaires pour aboutir aux résultats sur lesquels il s'est engagé et dont les modalités sont décrites dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

- De la qualité et la complétude des prestations précisées par les documents du marché ;
- Des délais convenus, tels que prévus par les documents du marché.

Le Titulaire est astreint, pour l'ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service. Il s'oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l'art. Aussi, s'il constate, dans les dispositions du CCTP, des tâches qui contreviennent aux règles de l'art, il est tenu d'en informer INRAE dans les meilleurs délais.

7.2 Confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à INRAE pour toutes les opérations de livraison qui lui sont confiées.

Il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser INRAE à résilier le marché aux torts du titulaire.

8 SOUS TRAITANCE

Conformément aux dispositions des articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-22 du CCP, et sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur (ou acheteur) et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à INRAE ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration de sous-traitance dûment remplie - formulaire DC4 ou équivalent, disponible au lien suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire fournira en appui de la demande d'acceptation, un dossier de présentation du sous-traitant qui doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités financières, professionnelles et techniques :

- DC2 (déclaration concernant le chiffre d'affaires global, déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, Certifications / Qualifications demandées)
- Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années ;
- Son numéro unique d'identification (SIREN) ;

- La liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail au sens de l'article D 8254-2 du code du travail.
- L'attestation fiscale attestant du paiement des obligations fiscales.
- L'attestation de fourniture des déclarations sociales attestant du paiement des cotisations et contributions sociales, datant de moins de 6 mois.
- Les attestations d'assurances de responsabilité civile professionnelle, en cours de validité.
- Si le candidat est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet, attestant de son habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de restituer l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré ou d'établir que le nantissement dont le marché a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations n'est pas réglementairement autorisée.

Cette sous-traitance deviendra effective dès la notification de l'acte DC4 dûment signé par INRAE. En cas de sous-traitance, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de INRAE, la responsabilité du marché qui lui a été confié.

9 VERIFICATION ET ADMISSION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS, le matériel livré sera installé et mis en service par le titulaire en présence d'un ou plusieurs agent(s) INRAE. Cette mise en service aura pour but de vérifier le respect des spécifications conformément au CCTP.

10 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

La gestion des données par le titulaire doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM. La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016 (JORF n° 0095 du 22 avril 2016 texte n° 1). Information concernant le RGI : <http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

Conformité RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Ils disposent que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Information concernant le RGAA : <http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,

Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

Conformité au règlement européen 2016/679 – RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement.

Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,

En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-FCS et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données de l'établissement bénéficiaire obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données de l'établissement bénéficiaire, pourra être exigée par l'établissement bénéficiaire auprès du titulaire.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire.

11 AVANCE

L'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions de l'article R 2191-3 du CCP, pour toute commande supérieure à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement. Conformément à l'article R 2191-7 du code précité, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant TTC du marché pour les PME et 5% pour les autres entreprises. L'avance est payée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du présent marché. Elle n'est ni actualisable, ni révisable.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

12 PRIX DES PRESTATIONS

12.1 Caractéristiques des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire ferme déterminés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexée à l'acte d'engagement.

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix. Le taux de TVA qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de l'exécution des services, sauf dispositions réglementaires contraires. Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

12.2 Variations dans les prix

Sans objet.

13 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

13.1 Modalités de facturation

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations, et selon l'échéancier suivant :

60% à la livraison de l'équipement

Le solde sera versé suite à l'admission de l'équipement.

Conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du CCP, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, par dépôt au format pdf sur le site suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Conformément aux dispositions de l'article R 2192-3 alinéa 2 du CCP, l'utilisation du portail de facturation (CHORUS) est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le titulaire renseignera sur Chorus Pro les éléments suivants :

- o Le numéro de SIRET, 180 070 039 01027, qui identifiera la structure INRAE OCCITANIE MONTPELLIER en tant que destinataire de la facture ;

- o Le Numéro du bon de commande

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- Le numéro SIRET du titulaire
- Le numéro du compte bancaire
- Le numéro SIRET de INRAE
- Le numéro du bon de commande associé au marché
- Les prestations réalisées
- Le numéro du marché
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE Occitanie-Montpellier.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire à l'acte d'engagement.

13.2 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites, sous réserve de validation du service fait.

Conformément aux stipulations des articles L 2192-10, R 2191-10, R 2192-12 à R 2192-13 du CCP, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

13.3 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

13.4 Paiement des sous-traitants

L'acte d'engagement ou le DC4 indique le maximum qui doit être réglé aux sous-traitant éventuels.

Le sous-traitant de premier rang doit être payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est supérieur au seuil de 600 euros TTC défini à l'article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le sous-traitant de 2ème rang ou d'avantage ne bénéficie pas du droit de paiement direct.

La facture du sous-traitant en paiement direct est à libeller au nom du titulaire du marché.

Le sous-traitant transmet sa facture au titulaire qui la traitera et la joindra à sa demande de paiement en pièce jointe dans Chorus Pro (v. supra, article 13.1)

14 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais contractuels ou défauts de qualité dans l'exécution des prestations, INRAE se réserve le droit d'appliquer au Titulaire, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous :

Objet	Délais à respecter	Pénalités en € HT
Retard du titulaire dans le délai de livraison de l'équipement	Délai annoncé dans son offre	100,00€/jour de retard

A cette liste s'ajoute des pénalités en cas de travail dissimulé : Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du Code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 Euros HT par jour calendaire. Le montant de ces pénalités est plafonné à 10% du montant total du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

15 RESILIATION DU MARCHÉ

Outre les cas prévus par le présent CCAP, INRAE peut résilier le présent marché conformément aux dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché déclare ne pas pouvoir exécuter le marché, ou en cas de défaillance du titulaire dans l'exécution de celui-ci, le marché est résilié aux torts du titulaire avec mise en demeure préalable et sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnisation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation du marché, ou à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et, d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont INRAE accepte l'achèvement.

D'une façon générale, il est rappelé qu'en application de l'article 41.1.n) du CCAG FCS, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-3 et R 2143-6 à R 2143-

10 du CCP ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R 2143-8 du même code, le marché sera résilié aux torts du titulaire.

Par ailleurs, le titulaire s'expose à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues par l'article 36 du CCAG FCS.

En application de l'article 42 du CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par INRAE, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5%.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

16 Assurances

Le titulaire du présent marché assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans les limites de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, à ceux de INRAE, ou à ceux de tiers.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et au propriétaire à l'occasion des interventions.

Il s'engage à produire, dans le mois suivant la notification du présent marché ou d'une reconduction, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

17 PREVENTION SANTE SECURITE AU TRAVAIL

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire appliquer à son personnel les règles de circulation et de stationnement en vigueur au sein de INRAE.

Par ailleurs, les exigences réglementaires en matière d'intervention d'entreprise extérieure notamment celles définies dans le Code du Travail à l'article R4511-1 et suivants sont applicables à INRAE. Si cette disposition s'applique au présent marché, le titulaire et INRAE établiront au début du marché le plan de prévention.

18 MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de INRAE.

Le titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant les changements l'affectant (extrait K-bis, copie de l'annoncé publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB etc...).

18.1.1 Modifications mineures

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire
- Modification de l'adresse que le titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement
- Modification des coordonnées bancaires

Ces modifications doivent être portées à la connaissance de INRAE dans les plus brefs délais.

18.1.2 Modifications majeures

Le titulaire doit alerter INRAE à l'adresse mentionnées en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché conclu par INRAE, dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation par INRAE de la cession du marché, cette cession fait l'objet d'une modification du marché constatant son transfert au nouveau titulaire. Celle-ci sera matérialisée par un avenant établi par INRAE.

Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du titulaire, d'exécuter le marché.

19 Dispositions diverses

19.1 Langue

Conformément à la loi n°94-65 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et à la circulaire d'application du 19 mars 1996 (J.O du 20/03/1999), les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en langue française.

19.2 Droit applicable

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

19.3 Différents et litiges

En cas de différends et litiges entre le Titulaire du présent marché et l'INRAE, et en l'absence de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier est seul compétent pour régler ces différends et litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché.

20 Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Objet
6.1	4.1	Pièces contractuelles du marché
9	27 à 30	Vérification et admission
14	14	Pénalités

Fait à Montpellier le 17/07/2025